

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)

**N° DE MARCHE : AO 25 ES 0004**

### FOURNITURE DE PROTHESES DENTAIRES DESTINEES AUX CABINETS DENTAIRES FILIERIS DU SECTEUR ALSACE

*Filiéris est une marque déposée pour son offre de santé par la CANSSM*

**CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES**

77, avenue de Ségur - 75714 PARIS CEDEX 15

## Contenu

I.	PRESENTATION GENERALE DE LA CANSSM- FILIERIS .....	5
II.	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE .....	6
2.1	Objet du marché.....	6
2.2	Allotissement .....	6
2.3	Procédure utilisée et forme du marché .....	6
2.4	Durée du marché .....	7
2.5	Parties contractantes .....	7
III.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	7

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archive de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS:..... 8

3.1	Pièces particulières .....	8
➤	L'acte d'engagement et ses annexes :.....	8
▪	Annexe 1 : Annexe financière / <b>BPU</b> .....	8
▪	Annexe 2 : Cadre de réponse technique et logistique (à remplir et à signer par le candidat). .....	8
➤	Le présent cahier des clauses particulières (CCP) :.....	8
▪	Annexe 1 : convention nationale dentaire du 1er avril 2019.....	8
▪	Annexe 2 : liste des cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE.....	8
➤	La documentation technique remise par le titulaire.....	8
➤	Les bons de commande. ....	8
3.2	Pièces générales .....	8
➤	Le code de la commande publique.....	8
➤	Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM216868A). ....	8
➤	L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.....	8
3.3	Disposition particulière.....	8

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables à ce marché. .... 8

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles, documents énumérés ci- dessus et est tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble y compris en ce

qu'elles auraient de contraire à ses conditions générales de vente ou à celles des organisations professionnelles. ....	8
3.4 Conformité à la législation, réglementation et normes en vigueur .....	8
La conformité sera documentée par le soumissionnaire dans son offre. ....	8
Tout dispositif médical proposé doit être conforme aux textes communautaires suivants :.....	8
IV. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
4.1 Bon de commande .....	10
4.2 Conditions de livraison.....	11
4.3 Délais d'intervention et de livraison .....	11
4.4 Transport.....	12
4.5 Les frais de transport .....	12
4.6 Lieux de livraison et retrait de site.....	13
La liste des cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE est fournie en annexe 2 du présent CCP.....	13
V. OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE.....	13
VI. AUTRES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE .....	13
VII.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
VIII. GARANTIE TECHNIQUE .....	14
IX. DISPOSITIONS FINANCIERES.....	15
9.1 Composition du prix.....	15
9.2 Modalités de variation des prix (hors métaux précieux et semi-précieux).....	16
9.3 Paiement.....	16
X. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	17
<b>9.1 Avance.....</b>	<b>17</b>
<b>9.2 Cession ou nantissement.....</b>	<b>17</b>
XI. AJOUT DE PRODUIT AU BPU ET DEVIS.....	17
XII. REVUE DE MARCHE .....	17
XIII. PENALITES.....	18
<b>13.1 Pénalité pour retard de livraison des prothèses réparées .....</b>	<b>18</b>
<b>13.2 Pénalité pour retard dans la livraison des prothèses neuves .....</b>	<b>18</b>
<b>13.3 Pénalité pour non-respect de la tranche horaire de livraison et de retrait des prothèses .....</b>	<b>18</b>
<b>13.4 Pénalité pour perte de prothèse .....</b>	<b>18</b>
<b>13.5 Pénalités pour dépassement du délai de passage d'un technicien au cabinet dentaire .....</b>	<b>19</b>

<b>13.6 Pénalités pour non transmission de la fiche de traçabilité.....</b>	<b>19</b>
XIV. ASSURANCES .....	19
XV. RESILIATION ET FRAIS ET RISQUES .....	19
XVI. REGLEMENT DES LITIGES.....	20
XVII. DEROGATIONS.....	20

**Annexe 1 : Convention nationale dentaire du 1<sup>er</sup> avril 2019.**

**Annexe 2 : Liste des cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE**

## I. PRESENTATION GENERALE DE LA CANSSM- FILIERIS

La Caisse autonome nationale de la sécurité sociale dans les mines (CANSSM) est l'organisme gestionnaire du régime spécial de la sécurité sociale dans les mines. Elle a été créée par le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 modifié portant organisation de la sécurité sociale dans les mines.

La CANSSM gère l'offre de santé Filieris qui délivre des soins et de l'accompagnement dans les territoires où elle est présente.

La CANSSM - Filieris est placée sous la tutelle du Ministère de la Santé et de l'accès au soin et Ministère du Budget et des Comptes Publics.

La CANSSM - Filieris est dotée d'un conseil d'administration et d'un directeur général. Le Président du Conseil d'administration de la CANSSM est M. Philippe GEORGES. Le Directeur Général de la CANSSM est M. Gilles de LACAUSSE. La Caisse autonome nationale est administrée par un conseil d'administration dont les administrateurs représentent les exploitants et anciens exploitants, les affiliés, l'Etat, la CNAM et des personnalités qualifiées.

La CANSSM - Filieris est constituée d'un seul organisme : le siège est basé à Paris et les trois services territoriaux, également appelés Directions régionales (DR), sont situés à Lens pour la DR du NORD, à Metz pour la DR de l'EST, à Alès pour la DR du SUD.

La gestion des activités de prestations de sécurité sociale a été progressivement déléguée à d'autres organismes : Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour l'assurance vieillesse et invalidité, Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) pour l'assurance maladie, maternité, accidents du travail et maladies professionnelles. La CANSSM reste garante du respect des droits des affiliés en application des règles propres au régime minier et de la qualité du service rendu aux assurés.

L'offre de santé Filieris est composée au 1er janvier 2025 de :

- 130 centres de santé (avec antennes), dont 110 centres de santé polyvalents principaux (pouvant comprendre plusieurs activités : médecine spécialisée, générale, soins infirmiers, kinésithérapie, dentaire) et 13 antennes et 7 centres de santé dentaires
- 22 établissements sanitaires et médico-sociaux :

- 11 établissements de soins médicaux et réadaptation intégrant 3 unités de soins de longue durée (USLD)

- 11 établissements médico-sociaux dont 6 EHPAD

- 16 services autonomie à domicile - Soins (services de soins infirmiers à domicile - SSIAD)
- 2 services autonomie à domicile - Accompagnement (services d'aide et d'accompagnement à domicile - SAAD)
- 18 pharmacies
- 1 centre d'optique
- 1 service de matériel médical
- 1 centre de vaccination
- 1 centre d'examens de santé
- 1 centre gratuit d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)
- CCP – Assistance et conseil juridique pour la CANSSM – MANA0022 – 4

- 1 maison des aidants

La CANSSM est par ailleurs membre majoritaire au sein de 8 associations assurant la gestion d'établissements de médecine, chirurgie, obstétriques, établissements de soins médicaux et de réadaptation, établissements médico-sociaux qui comptaient fin 2023, 2 098 lits et places. La CANSSM pourrait par ailleurs être amenée à intégrer, transitoirement, des associations en charge de services d'aide et d'accompagnement à domicile, de services de soins infirmiers à domicile et/ou de centres de santé

La CANSSM a par ailleurs le projet :

- d'élargir son offre de santé par fusion-acquisition d'associations et/ou sociétés en charge de la gestion de services d'aide, d'accompagnement, de soins à domicile, de centres de santé...
- d'intégrer des groupements de coopération sanitaire et ou groupements de coopération médico-sociale ;
- d'intégrer des groupements hospitaliers de territoire et d'intégrer ou de porter la création de communautés professionnelles territoriales de santé

## II. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Les dispositions du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) concernent la fourniture de prothèses dentaires destinées aux cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE.

La liste des cabinets dentaires FILIERIS est fournie en annexe 2 du présent CCP.

### 2.2 Allotissement

Le marché concerne l'attribution d'un lot unique.

### 2.3 Procédure utilisée et forme du marché

La procédure de consultation utilisée est l'appel d'offre ouvert, en application des dispositions des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique(CCP).

Le présent marché est un accord-cadre mono attributaire à bons de commande sans minimum avec un montant maximum de **300 000 € HT** sur sa durée globale au sens des articles L2125-1.1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 ainsi que R2162-4.2° du code de la commande publique (ci-après désigné CCP).

Cette information ne saurait engager la CANSSM – Filieris, ni lui être opposable si le volume de commande ou les montants ne sont pas atteints ou sont dépassés dans le cadre de l'exécution du marché. En cas de dépassement du seuil fixé **300 000 € HT**, un avenant au présent marché pourra être conclu.

## 2.4 Durée du marché

Le marché sera conclu pour une période de 12 mois à compter de sa date de notification au titulaire. Le marché sera ensuite reconductible deux (2) fois de manière expresse au plus tard un mois avant sa date anniversaire sans pouvoir excéder une durée totale (reconductions comprises) de 36 mois.

Conformément à l'article R2162-5 CCP, les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Le délai d'exécution des bons de commande peut aller au-delà du terme du marché. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution du marché pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité du marché, dans la limite maximale de 3 mois.

## 2.5 Parties contractantes

- Le représentant de l'Organisme, signataire du Marché, est :

**Le Directeur Général de la  
CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE DANS LES MINES  
77, avenue de Ségur  
75714 PARIS CEDEX 15**

- Le titulaire du Marché désigne dès la notification du marché là ou (les) personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du Marché.

Le titulaire est tenu de signaler immédiatement au Pouvoir Adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse, etc).

## III. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché, dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la CANSSM fait foi, est constitué des documents ci-après par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS:

### 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et ses annexes :
  - Annexe 1 : Annexe financière / **BPU**
  - Annexe 2 : Cadre de réponse technique et logistique (à remplir et à signer par le candidat).
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) :
  - Annexe 1 : convention nationale dentaire du 1er avril 2019.
  - Annexe 2 : liste des cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE
- La documentation technique remise par le titulaire.
- Les bons de commande.

### 3.2 Pièces générales

- Le code de la commande publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM216868A).
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale.

### 3.3 Disposition particulière

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables à ce marché.

Le titulaire est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles, documents énumérés ci-dessus et est tenu d'accepter les clauses et conditions de l'ensemble y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions générales de vente ou à celles des organisations professionnelles.

### 3.4 Conformité à la législation, réglementation et normes en vigueur

#### 3.4.1 Réglementation normes générales

La conformité sera documentée par le soumissionnaire dans son offre.

Tout dispositif médical proposé doit être conforme aux textes communautaires suivants :

1. **règlement 2017/745** relatif aux dispositifs médicaux applicable à compter du 26 mai 2021.
2. **règlement 2017/746** relatif aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro applicable à compter du 26 mai 2022.

Tout dispositif médical proposé doit être conforme à la législation française - Code de la Santé publique et à la transposition en droit national français des directives européennes et notamment :

- **ordonnance n°2010-250 du 11 mars 2010** relative aux dispositifs médicaux,



- **rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n°2010-250 du 11 mars 2010** relative aux dispositifs médicaux,

- **lois : n°94-43 du 18 janvier 1994** relative à la santé publique et à la protection sociale, **n°95-116 du 4 février 1995** portant diverses dispositions d'ordre social, n°98-535 du 1er juillet 1998 renforcement du contrôle de la sécurité sanitaire des produits destinés à l'homme.

- **décrets : n°95-292 du 16 mars 1995** relatif aux dispositifs médicaux, **n°96-32 du 15 janvier 1996** relatif à la matériovigilance exercée sur les dispositifs médicaux, **n°99-145 du 4 mars 1999** relatif aux transferts de compétences en matière de dispositifs médicaux et modifiant le livre V bis du code de la santé publique, **n°2001-1154 du 5 décembre 2001** relatif à l'obligation de maintenance, **n°2006-1497 du 29 novembre 2006** fixant les règles particulières de la matériovigilance exercée sur certains dispositifs médicaux, **n°2010-270 du 15 mars 2010** relatif à l'évaluation clinique des dispositifs médicaux et à la communication des données d'identification à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé.

- **arrêtés : du 20 avril 2006** relatif aux conditions de mise en oeuvre des exigences essentielles applicables aux dispositifs médicaux, pris en application de l'article R.5211-24 du Code de la Santé Publique, **du 26 janvier 2007** relatif aux règles particulières de la matériovigilance exercée sur certains dispositifs médicaux, pris en application de l'article L5212-3 du Code de la Santé Publique, **du 15 mars 2010** modifiant l'arrêté du 20 avril 2006 fixant les règles de classification des dispositifs médicaux, pris en application de l'article R.5211-7 du code de la santé publique, **du 15 mars 2010** précisant les conditions de prise en charge des dispositifs médicaux pour traitement et matériels d'aide à la vie, aliments diététiques et articles pour pansements inscrits au titre Ier de la liste des produits et prestations (LPP) remboursables, prévue à l'article L.165-1 du code de la sécurité sociale, **du 15 mars 2010** fixant les conditions de mise en oeuvre des exigences essentielles applicables aux dispositifs médicaux, pris en application de l'article R.5211-24 du code de la santé publique du 13 avril 2017 fixant les niveaux de concentration en di (2-éthylhexyl) phtalate au-dessus desquels l'utilisation de tubulures qui en comportent est interdite en application de l'article L. 5214-1 du code de la santé publique.

- **instructions : N° DGS/PP3/DGOS/PF2/2015/311 du 16 octobre 2015** relative aux conditions particulières de mise sur le marché et de distribution des dispositifs médicaux stérilisés à l'oxyde d'éthylène utilisés chez les nouveaux-nés, nouveaux-nés prématurés et les nourrissons.

- **décisions : du 10 septembre 2015** fixant les conditions particulières de mise sur le marché et de distribution de certains dispositifs médicaux stérilisés à l'oxyde d'éthylène, du 25 septembre 2015 relative aux bonnes pratiques de distribution des substances actives des médicaments à usage humain.

**Remarque** : les accessoires de dispositifs médicaux proposés par le soumissionnaire sont des dispositifs médicaux à part entière et sont conformes à la réglementation qui leur est applicable.

Les informations suivantes seront communiquées au CANSSM :

- Conformité aux normes européennes spécifiques ou aux monographies de la Pharmacopée européenne qui s'appliquent au dispositif médical ;

- Informations relatives à la procédure choisie pour évaluer la conformité du DM et pour pouvoir apposer le marquage CE ;

- Copie du certificat de marquage CE précisant le numéro et nom de l'organisme notifié (sauf classe I) en application de la directive 93/42/CEE ;

- Classe à laquelle appartient le dispositif médical. Préciser s'il s'agit de dispositifs ayant une fonction de mesurage, une action de protection contre les rayonnements ou s'ils sont destinés à être raccordés à une source d'énergie ;

- Courrier précisant que tous les matériaux servant à la fabrication de la prothèse sont marqués CE ;
- Notice d'instruction du dispositif médical (sauf classes I et IIa, s'ils peuvent être utilisés en toute sécurité sans l'aide de telles instructions) ;
- Certificat ISO 9000/EN 4600 : position de votre société et copie des certificats si nécessaires ;
- Copie de l'avis de la Commission nationale d'évaluation des dispositifs médicaux et des technologies de santé (CNEDIMTS) s'il y a lieu, précisant le service attendu (SA) et/ou le service rendu (SR), l'amélioration du service attendu (ASA) et/ou du service rendu (ASR) obtenu en vue de l'inscription sur la liste des produits et prestations remboursables (LPPR).

#### 3.4.2 Réglementation et normes spécifiques

La conformité sera documentée par le fournisseur.

## IV. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

**Il est rappelé à titre liminaire que la sous-traitance est interdite en matière de fourniture de biens ou matériaux (la seule sous-traitance possible concerne le transport).**

Les opérations incombant au titulaire du marché, incluses dans son offre et effectuées par la main-d'œuvre spécialisée du titulaire, comprennent :

- La fourniture et la réparation des prothèses,
- La fourniture de tout matériel et matériaux nécessaires à la réalisation des travaux,
- Le retrait et la livraison des travaux dans les différents cabinets dentaires.
- Les étapes intermédiaires jusqu'à la réalisation finale et la livraison.

#### 4.1 Bon de commande

Le marché s'exécute par l'émission de bons de commandes successifs, établis sur la base des prix annexés à l'acte d'engagement, notifiés au titulaire par les cabinets dentaires concernés et par tout moyen (télécopie, message électronique...) au fur et à mesure de la survenance des besoins des cabinets dentaires.

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande précisant :

- références du présent marché
- référence du cabinet dentaire,
- désignation et adresse du signataire du bon de commande,
- désignation de la fourniture commandée, quantités commandées et le conditionnement,
- adresse de facturation,
- le (s) prix unitaire(s) contractuel(s), le décompte HT, la remise éventuelle,

- le taux de TVA applicable,
- les délais,
- le lieu de livraison
- la date du bon de commande.

Par dérogation au délai de l'article 3.7.2 et 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des observations de sa part, il doit les notifier sous 24 heures au praticien ayant passé commande (et optionnellement à un référent.) à réception de celui-ci. Passé ces 24 heures et sans objection de la part du titulaire, la commande est réputée acceptée.

#### 4.2 Conditions de livraison

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bulletin de livraison en double exemplaire, précisant :

- la référence du marché,
- les nom et adresse du titulaire,
- la date de livraison,
- la référence de la commande,
- la désignation des produits livrés,
- la fiche de traçabilité,
- les quantités de chaque produit livré avec en précision le poids des métaux précieux et semi précieux.
- Certificats d'authenticité, d'identification et de traçabilité incluant impérativement le nom du ou des prothésistes qui ont réalisés le travail (réparation et/ou fabrication).

Les lieux de livraisons sont variables en fonction des commandes.

Les livraisons et les retraits se dérouleront dans la plage horaire validée par chaque cabinet dentaire après notification du marché. Si le titulaire ne respecte pas ces délais il sera soumis aux pénalités de l'article 7 du CCP.

#### 4.3 Délais d'intervention et de livraison

Les délais d'intervention et de livraison sont précisés dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement (Cadre de réponse technique et logistique).

REMARQUE : ces délais sont IMPERATIFS, quel que soit le volume de commandes passé au Titulaire du marché sur une même période.

Le délai en gras indiqué dans le Cadre de réponse technique et logistique représente le maximum autorisé sur la prestation concernée, et ce, à compter de la date d'émission du bon de commande, et non de la réception de ce dernier au laboratoire) (délais en jours ouvrés).

Un volume important de commandes pourra être passé au(x) Titulaire(s) durant les périodes précédant les diverses fêtes annuelles ou les mois précédant les vacances.

La continuité des livraisons devra être assurée dans les délais impartis durant toute l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le non-respect du délai ainsi mentionné entraînera l'application de la pénalité prévue au présent CCP.

REMARQUE : ces délais sont IMPERATIFS, quel que soit le volume de commandes passé au Titulaire du marché sur une même période.

Un volume important de commandes pourra être passé au(x) Titulaire(s) durant les périodes précédant les diverses fêtes annuelles ou les mois précédant les vacances.

La continuité des livraisons devra être assurée dans les délais impartis durant toute l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le non-respect du délai ainsi mentionné entraînera l'application de la pénalité prévue à l'article 13 du présent CCP.

#### **4.4 Transport**

Le candidat retenu est responsable des conditions de transport de ses produits. Tout défaut ou imperfection des articles livrés obligera au remplacement par le titulaire du marché des articles en cause après ajournement par la personne publique.

Les frais et risques de transport des produits, objets de l'approvisionnement qui doivent être restitué à la personne publique incombent au titulaire.

Le titulaire prendra à sa charge l'échange des produits dans le délai porté à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Dans tous les cas, le transport restera à la charge du titulaire. Indépendamment des mesures de réparation ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 32 du C.C.A.G./F.C.S. en cas de non-représentation de non restitution, de détérioration ou des approvisionnements non consommés.

Le remplacement devra se faire dans les plus brefs délais et dans un délai qui ne devra pas excéder les délais de livraison contractuels.

#### **4.5 Les frais de transport**

Les fournitures sont livrées à destination franco de port et d'emballage. Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits dans les conditions prévues à l'article 20.3 du C.C.A.G./F.C.S. L'ensemble des risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination figurant ci-dessus incombent au titulaire.

Les prix portés à l'annexe financière (annexe 1 de l'acte d'engagement) sont réputés comprendre les frais de transport et de livraison.

#### **4.6 Lieux de livraison et retrait de site**

La liste des cabinets dentaires FILIERIS du secteur ALSACE est fournie en annexe 2 du présent CCP.

Les adresses de livraison seront précisées sur chaque bon de commande.

En cas de changement d'adresse d'une de ses entités, de la fermeture ou de l'ouverture d'un site, la CANSSM avertit le titulaire du changement et de la date de prise d'effet de ce changement par simple courrier. La CANSSM attend du titulaire qu'il accomplisse les démarches nécessaires afin que cela n'occasionne aucune perturbation dans les commandes.

En cas de fermeture, d'ouverture ou de changement d'adresse d'un site, le titulaire du marché ne peut se prévaloir d'aucune indemnité.

### **V. OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à informer sans délai la CANSSM de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations de nature à retarder ou compromettre le fonctionnement ultérieur du marché.

Le titulaire s'engage notamment à informer immédiatement la CANSSM de toute procédure qui entraînerait :

- une modification dans la structure et la charge de travail de l'équipe intervenante,
- une modification dans les méthodes de travail,
- une prise de contrôle par une autre société ou une fusion entre plusieurs structures,
- une modification dans la structure juridique du titulaire, la répartition de son capital,
- une déclaration de cessation de paiement ayant comme conséquence un redressement ou une liquidation judiciaire.

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit, au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire. Il produira à cet effet, un nouveau relevé d'identité bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement ou du RIB remis lors de la remise de l'offre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

Dans le cas où les informations ci-dessus référencées ne lui auraient pas été transmises, la CANSSM peut résilier le marché, sans préavis, ni indemnité.

### **VI. AUTRES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à proposer les trois types de résines suivantes pour la réalisation des prothèses amovible :

- La résine rose dite « ordinaire » (pour les prothèses de transition), la résine « Veinée » et la résine « Lucitone ».

Les 3 résines doivent être de qualité.

En cas d'allergie, il pourra être demandé une résine transparente.

Si le candidat ne peut proposer ces trois types de résines, son offre sera rejetée.

Pour le présent marché, le titulaire devra proposer uniquement de la résine « Veinée », de qualité et proposer des gouttières souples, permettant de redresser les dents, et des gouttières dites rigides à destination des personnes souffrant d'apnée du sommeil.

Les noms des patients devront être directement inscrits sur les modèles en plâtre pour éviter toute confusion.

## **VII.CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

**Des vérifications de bonne exécution et de conformité des prothèses par rapport à la demande du chirurgien-dentiste sont impérativement réalisées par le titulaire en amont de l'envoi aux cabinets.**

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par le chirurgien-dentiste affecté au cabinet dentaire concerné, au moment de la livraison de la commande (examen sommaire) conformément au CCAG-FCS.

Les fournitures sont livrées conformément aux bons de commande (quantité, nature du produit...) et aux impératifs de qualité fixés par le marché tels qu'ils sont déterminés par la réponse contenue dans l'offre du Titulaire.

Si les prestations sont exécutées conformément à l'offre du titulaire et si elles sont satisfaisantes, les prestations sont réputées acceptées au terme d'un délai de trente (30) jours, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS.

Dans le cas contraire, le titulaire est mis en demeure d'engager une seconde procédure de réalisation du travail dans les mêmes conditions de délai. Les frais complémentaires restent à la charge du titulaire.

Cette demande est effectuée par appel téléphonique confirmé par mail.

## **VIII. GARANTIE TECHNIQUE**

La fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant son délai d'utilisation normal. Sur ce point le titulaire est soumis à une OBLIGATION DE RESULTAT.

Le produit doit répondre aux normes réglementaires NF et CE (ou équivalent). **Le produit doit être de qualité.**

**Le laboratoire s'engage à couler les empreintes selon les exigences techniques et dans un délai situé entre 4 et 12 heures maximum après la prise d'empreinte au fauteuil.**

#### FICHE DE TRACABILITE :

Le prestataire s'engage à remettre pour chaque prothèse une fiche de traçabilité du dispositif (qui sera remis au patient par le praticien). Cette fiche devra indiquer le nom du prothésiste qui a réalisé la prothèse.

Ainsi, le titulaire doit donc assurer, garantir la traçabilité du ou (des) prothésistes sur les travaux dentaires fournis, par l'inscription du nom du prothésiste en charge du travail sur le bon de laboratoire.

En présence d'un cas complexe au cabinet ou de problèmes techniques ponctuels, pour des facilités de compréhension, d'exécution ou d'un avis technique, Il est souhaité que le chirurgien-dentiste puisse demander au prestataire par appel téléphonique le passage d'un technicien prothésiste qualifié au cabinet dentaire dans le délai indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le candidat s'engage à respecter ce délai, sous peine d'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCP.

Les prothésistes doivent être en mesure de se déplacer en cas de réclamations & SAV sur demande du praticien.

## **IX. DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **9.1 Composition du prix**

Les prestations exécutées par le titulaire au titre du marché sont rémunérées par application des prix unitaires du bordereau de prix (annexe 1 à l'acte d'engagement). Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Le régime des prix retenu est le prix unitaire révisable.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, il est précisé que les prix du marché sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations. En effet, les prix sont réputés comprendre l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres.

La monnaie de référence de ce marché est l'euro.

## 9.2 Modalités de variation des prix (hors métaux précieux et semi-précieux)

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement du prix initial qui correspond à la date de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Le "mois zéro" est défini uniquement pour les prix des prestations exécutées suite au moyen de bons de commande. La demande de révision des prix est à l'initiative du titulaire.

Il adresse sa demande à la CANSSM. Cette demande doit intervenir dans un délai d'un mois précédant la date anniversaire de l'accord cadre.

La révision se formalise par la communication du bordereau de prix unitaires (BPU) au format Excel présentant les prix initiaux, les prix révisés, les formules de calcul (accessibles et modifiables). Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord cadre par application aux prix de l'accord cadre d'un coefficient proposé par le titulaire.

Si une augmentation des prix entraîne une hausse annuelle des coûts unitaires supérieure à 3%, la CANSSM se réserve dans cette hypothèse le droit de résilier le présent marché sans indemnité, avec un préavis de six mois.

Les prix non révisés sont maintenus pendant les six mois de préavis.

Les prix des métaux précieux et semi-précieux seront ajustés mensuellement selon la variation des cours officiels des métaux utilisés. Cette révision devra faire l'objet d'une formule de calcul qui justifiera cette variation.

## 9.3 Paiement

Conformément aux dispositions des articles L2192-2 et L2192-3 du Code de la Commande Publique, la CANSSM accepte la transmission électronique des factures. Le titulaire et ses sous-traitants admis au droit au paiement direct peuvent déposer leurs factures via le portail gratuit et sécurisé : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Via Chorus pro, les modalités de transmission applicables imposent que les factures comportent systématiquement les informations suivantes :

- La référence à rappeler
- Le numéro SIRET client (correspondant à la structure de Filieris pour laquelle, le titulaire dépose sa facture) .

Ces références sont indiquées systématiquement sur chaque bon de commande ou autre correspondance déclenchant l'exécution de prestations.

Une brochure explicative de la procédure à suivre est disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique.gouv.fr>

En cas de difficultés, un service d'aide en ligne, de LiveChat et d'assistance téléphonique est mis à la disposition des entreprises pour les aider dans la prise en main de l'application ChorusPro. Ce service est disponible du lundi au vendredi de 8h30 à 18h30 (hors jours week-end et jours fériés).

Les prestations, objet du marché, seront rémunérées, dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique, par virement sur le compte indiqué par le titulaire dans son offre.



Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours maximum à compter de la date de réception de la facture par le service de l'organisme qui aura passé commande.

Le dépassement du délai de paiement est constitué dès lors que les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par le pouvoir adjudicateur à l'échéance prévue au contrat ou l'expiration du délai de paiement. Ce dépassement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, ainsi que d'une indemnité forfaitaire dont les modalités sont visées ci-après.

Le taux applicable pour le calcul des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, et indépendamment de la teneur du retard, tout dépassement du délai de paiement donne droit au versement au titulaire d'une indemnité forfaitaire de 40 € toutes taxes comprises et ce, par retard constaté.

## **X. CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **9.1 Avance**

Le régime de l'avance est défini aux articles L 2191-2, L 2191-3 et R2191-3 à -12 du CCP. Le candidat devra indiquer à l'acte d'engagement s'il renonce ou accepte de percevoir l'avance.

### **9.2 Cession ou nantissement**

Les créances résultant du présent marché peuvent être cédées ou nanties dans les conditions prévues aux articles L2191-8 et R2191-45 à 51 et R2191-54 à 63 du CCP.

## **XI. AJOUT DE PRODUIT AU BPU ET DEVIS**

En cours de marché, la CANSSM est susceptible d'ajouter des produits au BPU.

Cet ajout de produit au BPU sera réalisé par avenant signé par les 2 parties.

La CANSSM peut être également amenée, à titre exceptionnel, à demander un devis au prestataire pour des produits hors bordereau.

## **XII. REVUE DE MARCHE**

Le marché sera évalué et revu conjointement par FILIERIS et le titulaire du marché une fois par an à la date anniversaire du marché lors d'une « revue de marché ».

Lors de cette revue de marché, le titulaire présentera notamment :

- une synthèse des prestations effectuées et éventuellement, les retards de livraison et les incidents

- la mise en œuvre de la nouvelle convention nationale dentaire et notamment l'adaptation des prix des fournitures aux nouvelles règles de remboursement (annexe 2 du CCP).

Le titulaire pourra proposer, si besoin, un plan de progrès.

## **XIII. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS et sans mise en demeure préalable les pénalités applicables sont les suivantes.

En complément de l'article 14 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déduire les pénalités appliquées, le cas échéant, du montant des factures établies à l'occasion des prestations effectuées.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 300 € HT.

### **13.1 Pénalité pour retard de livraison des prothèses réparées**

Lorsque les délais contractuels de livraison, soit le délai proposé par le titulaire soit le délai de 1 jour ouvré maximum, sont dépassés, le Titulaire encourra, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité par jour de retard de 100 €.

Le montant maximum des pénalités est plafonné à 100% du montant des réparations.

### **13.2 Pénalité pour retard dans la livraison des prothèses neuves**

Lorsque les délais contractuels de livraison des prothèses sont dépassés, soit le délai proposé par le titulaire soit le délai des 5 jours ouvrés maximum, le Titulaire encoure, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité par jour de retard de 150 €.

Le montant maximum des pénalités est plafonné à 50% du montant de la prothèse.

### **13.3 Pénalité pour non-respect de la tranche horaire de livraison et de retrait des prothèses**

Les livraisons et les retraits se dérouleront dans une tranche horaire validée par chaque cabinet dentaire après notification du marché, lorsque cette tranche horaire n'est pas respectée, le Titulaire encoure, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité par heure de retard de 20 €.

### **13.4 Pénalité pour perte de prothèse**

En cas de perte de prothèse, le Titulaire encoure, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité égale au montant de la prothèse.

### **13.5 Pénalités pour dépassement du délai de passage d'un technicien au cabinet dentaire**

En présence d'un cas complexe au cabinet ou de problèmes techniques ponctuels, pour des facilités de compréhension, d'exécution ou d'un avis technique, le Chirurgien-Dentiste pourra demander au prestataire par appel téléphonique le passage d'un technicien prothésiste qualifié au cabinet dentaire. Lorsque ce délai d'intervention du titulaire est dépassé, le Titulaire encourra, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité par jour de retard de 150 €.

### **13.6 Pénalités pour non transmission de la fiche de traçabilité**

Le prestataire s'engage à remettre pour chaque prothèse une fiche de traçabilité du dispositif, si cette fiche n'est pas transmise à la livraison de la prothèse, le Titulaire encoure, par dérogation à l'article 14. 1 du C.C.A.G., une pénalité par jour de retard de 50 €.

Les pénalités arrêteront de courir à compter du jour où la fourniture ou la prestation seront exécutées.

### **13.7 Pénalités pour retour dégradé des porte empreintes (PE)**

Des pénalités de 10 % du prix de la prestation seront appliquées en cas de renvois du porte empreinte retourné non correctement lavé et non prêt à l'emploi.

## **XIV. ASSURANCES**

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par la CANSSM par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

## **XV. RESILIATION ET FRAIS ET RISQUES**

La CANSSM a la faculté de résilier le présent marché dans les conditions de préavis et de droit du titulaire telles que prévues dans le chapitre 7 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 38 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié par la CANSSM à tout moment, pour motif d'intérêt général, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Cette résiliation est effectuée par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation à ce titre.

En cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, le marché est résilié pour faute du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

#### Défaillance et recours à un autre prestataire :

Si le titulaire est mis en demeure d'engager une seconde procédure de réalisation du travail (Article V) et que la deuxième prestation est déclarée non conforme, la commande en cause est abandonnée et les frais sont supportés par le titulaire défaillant.

En application de l'article 45 du CCAG-FCS il sera fait appel à un autre prothésiste aux frais et risques du titulaire du marché et la nouvelle prothèse ou la réparation seront payés par le titulaire du marché.

En cas de retour trop fréquent des prothèses dentaires (réalisation ou réparation), pour cause de défaut de fabrication, non-respect des matériaux ou des indications des praticiens, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché (résiliation pour faute), par lettre recommandée avec accusé de réception postal après mise en demeure préalable non suivie d'effet.

## **XVI. REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Les litiges qui ne peuvent être réglés par voie amiable, sont soumis aux juridictions judiciaires compétentes du ressort du siège social de la CANSSM (**Tribunal de Grande Instance de Paris -Parvis du Tribunal de Paris 75859 PARIS CEDEX 17**).

Les renseignements sur l'engagement d'un recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris.

## **XVII. DEROGATIONS**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P sont apportées aux articles suivants des documents généraux :

ARTICLES DU CCP	DEROGATION CCAG/FCS
Article 3 « pièces constitutives »	Article 4.
Article 4.1 « bons de commande »	Articles 3.7.2 et 3.8.2
Article 4.3 « délais de livraison »	Article 14
Article 7 « exécution des prestations »	Article 30.1

Article 13 « Pénalités »	Article 14
Article 15 « Résiliation et frais et risques »	Article 42